

ALERTE NUCLÉAIRE, AU JAPON COMME PARTOUT !

À 15H30 SAMEDI 12 MARS, UNE EXPLOSION A RETENTI DANS LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA CONSÉCUTIVEMENT AU SÉISME QUI AVAIT TOUCHÉ LE JAPON LA VEILLE. DEPUIS, LES ACCIDENTS S'ENCHAÎNENT, LES POPULATIONS SONT ÉVACUÉES, LES AUTORITÉS JAPONAISES NE CONTRÔLENT PLUS GRAND CHOSE, LES INFORMATIONS SONT CONTRADICTOIRES ET FILTRÉES, ET SARKOZY, EN BON VRP D'AREVA, ANNONCE UNE VÉRIFICATION DES 58 RÉACTEURS DE L'HEXAGONE POUR MIEUX JUSTIFIER LA POURSUITE DU PROGRAMME DE LA FILIÈRE EPR !

Bien entendu, tout avait été prévu, puisque, chacun le sait, nos technocrates prévoient toujours une sécurité maximale : les centrales étaient aux normes anti-sismiques. A un « détail » près : ils avaient oublié que les tremblements de terre sous-marins provoquent généralement des tsunamis !

Tchernobyl est sur toutes les antennes, Three Mile Island est aussi évoqué... Deux catastrophes que les Etats n'ont pas pu cacher. En revanche, il en est d'autres enfouies dans les archives des secrets d'Etat. ⁽¹⁾

L'Observatoire du nucléaire, dans un communiqué du 16 mars dernier, nous révèle qu'EDF a falsifié des données sismiques pour économiser sur la sûreté de 32 réacteurs sur les 58 existants en France ! Il faut en avoir conscience, l'incident nucléaire se produira fatalement un jour en France, parce que le risque majeur est une donnée incontournable de l'industrie nucléaire. Mais ce risque majeur, les capitalistes s'en moquent ; ce qui compte, c'est que la société marchande pénètre tous les pores de la peau de la société pour leur plus grand profit.

Depuis le programme de la bombe A, soutenu par les gaullistes et les communistes à la Libération, jusqu'à la construction de l'EPR à Flamanville, en passant par des essais dans l'atmosphère au Sahara ou souterrains à Mururoa, toute la classe politique française a toujours montré une profonde unité de vues scientifique et nationaliste : le nucléaire civil a scellé dans l'unité nationale jusqu'aux Verts alliés au PS, qui ont signé les décrets de démarrage des centrales de Civaux et de Chooz 2, via la plume de Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement. Toujours plus de consommation ; toujours plus de profit pour les uns, toujours plus de soumission pour les autres, ici comme au Niger où AREVA pille l'uranium.

Pour les capitalistes, les vies humaines ne comptent pas. Ils se sont refait une santé sur le massacre de la Grande Guerre, puis sur les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, et ils sont prêts à s'en refaire une avec les catastrophes naturelles. «Catastrophes» ? Certainement pas pour tout le monde : la reconstruction du Japon sera un élément capital d'une relance de l'économie. Les contrats sont déjà prêts, comme ils l'étaient avec l'intervention américaine en Irak.

Le nucléaire n'est donc pas une simple technique pour produire de l'électricité. Il est le fruit d'une forme de la société de classes que nous combattons, et il produit lui-même des formes d'organisation et de gestion des populations par l'Etat. Le nucléaire ne peut exister sans une plus grande militarisation de nos vies et un plus large contrôle de l'Etat sur la société. Le nucléaire implique une gestion militaire de la société. **Lutter contre le nucléaire, c'est donc aussi lutter contre l'organisation actuelle de la société.**

Le nucléaire, comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières

Le gouvernement français a décidé de faire du nucléaire "français" la première filière productrice et exportatrice de technologie et de construction de centrales au monde autour d'Areva. Mais la compétition entre les entreprises n'empêche pas la coopération.

L'industrie nucléaire, comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières. Ainsi, la coopération franco-japonaise se porte très bien dans ce domaine, en recherche et développement comme en investissements économiques : l'ambassade de France à Tokyo a d'ailleurs un « Service Nucléaire » très fourni, géré et financé par le CEA (l'ambassadeur lui-même est un ancien administrateur d'Areva), les constructeurs de centrales japonais possèdent des parts dans l'usine Geoges Besse II d'enrichissement du Tricastin (vallée du Rhone), le japonais Mitsubishi s'est allié récemment avec Areva pour le projet de construire un « nouveau » réacteur de « moyenne puissance » nommé Atméa, participation japonaise à ITER (Cadarache)... Et c'est Areva qui a vendu le combustible MOX (mélange plus dangereux que l'uranium) à la centrale de Fukushima !

Pour l'arrêt immédiat du nucléaire.

Techniquement, c'est possible ! Cela implique de diminuer la consommation d'énergie, forcément... mais il faut savoir que :

- l'industrie nucléaire est elle-même une grosse consommatrice de l'électricité qu'elle produit. Les économies ne se feront pas sur la culpabilisation des ménages, mais sur l'arrêt des grands chantiers de lignes TGV, d'aéroports comme **Notre Dame des Landes** et autre dévoreurs d'énergie ;
- la politique militaire de la France en consomme elle aussi une belle part. **Non au nucléaire militaire, indisociable du nucléaire "civil" !**

Il faut poser la question : Qui produit, pour quoi, et pour qui ?

Il faut développer les énergies renouvelables, bien sûr ; mais cela ne suffira pas avant très longtemps, même dans le cadre d'une société « frugale » ! Il faut donc remettre en service l'hydraulique (développer les micro-centrales, entre autres), et même le thermique en refusant le chantage à l'effet de serre : il existe maintenant des centrales « propres ».

Bref, c'est sur l'arrêt immédiat que le débat doit porter – et pas sur des scénarios de sortie du nucléaire à 30 ou à 50 ans.

Anne Lauvergeon (présidente du directoire d'AREVA) déclarait à l'Assemblée nationale en décembre 2009 : « Dans les années soixante-dix, le mouvement écolo s'est développé à partir de sa lutte antinucléaire, mais je pense qu'une scission interviendra sous peu entre les écolos "canal historique", qui resteront antinucléaires jusqu'à la fin des temps, et les écolos modernes qui vont finir par reconnaître que le nucléaire fait partie des solutions. »

Ces écolos modernes, on les trouve chez ceux qui envisagent la sortie du nucléaire entre 2030 et 2050 sans vouloir aborder la question cruciale de qui décide de l'énergie et de son utilisation. Ce sont ceux qui, d'un côté, se disent antinucléaires mais, de l'autre, font compromis sur compromis pour garder leur strapontin aux côtés des partis pronucléaires que sont le PS et le PC. **L'arrêt immédiat et sans condition du nucléaire est la seule solution acceptable, et cet arrêt est possible.**

L'obtenir n'est pas une question de débat public ou de référendum, c'est une question de rapport de forces, comme à Plogoff ou au Carnet. Crions-le, organisons partout des manifestations/rassemblements pour l'arrêt immédiat et sans conditions du nucléaire !

Organisation communiste libertaire
ocl.st-nazaire@orange.fr
<http://oclibertaire.free.fr>

(1) Par exemple **Windscale, en Grande-Bretagne**, le 10 octobre 1957 : le réacteur s'est enflammé et a brûlé, à petit feu, pendant plusieurs heures, rejetant une fumée radioactive dans toute la région. Dans la lignée de ce que décrit le roman 1984 d'Orwell, le gouvernement britannique a soigneusement dissimulé la chose et a même changé le nom de la ville où c'est arrivé – elle s'appelle maintenant Sellafield. De même, ce gouvernement n'a jamais révélé quels radio-éléments s'étaient échappés, alors que cela aurait pu aider à soigner les populations locales. Ou encore **Kitchim, dans l'ex-Union soviétique**, également en 1957 : une décharge de déchets nucléaires a pris feu, emportant une grande quantité de radio-éléments qui sont retombés dans toute la région aussi. L'accident a été occulté par l'URSS, avec l'appui de l'AIED (Agence internationale de l'énergie atomique) et le soutien des Etats occidentaux qui ne voulaient pas faire d'ombre à l'industrie nucléaire en plein développement... Il s'agissait, jusqu'à aujourd'hui, de la deuxième plus grande catastrophe nucléaire après Tchernobyl. Et pourtant dans aucun de ces cas il n'y a eu de tremblement de terre.